

Audience publique du 6 mai 2020

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile,
en matière de police des étrangers

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 42163 du rôle et déposée le 27 décembre 2018 au greffe du tribunal administratif par Maître Ardavan Fatholahzadeh, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Turquie), de nationalité turque, demeurant actuellement à ..., tendant à l'annulation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 4 décembre 2018 refusant de faire droit à sa demande en obtention d'un report à l'éloignement ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 27 mars 2019 ;

Vu le mémoire en réplique de Maître Ardavan Fatholahzadeh déposé au greffe du tribunal administratif le 18 avril 2019 au nom de Monsieur ..., préqualifié ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 20 mai 2019 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision attaquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Ardavan Fatholahzadeh et Madame le délégué du gouvernement Sarah Ernst, en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 15 janvier 2020.

En date du 2 juillet 2015, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par « le ministère », une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, entretemps abrogée par la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Monsieur ... fut débouté de sa demande de protection internationale par une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », du 25 juillet 2017 dont le bien-fondé fut définitivement confirmé par un arrêt de la Cour administrative du 6 novembre 2018, inscrit sous le numéro 41508C du rôle.

Par courrier de son litismandataire du 23 novembre 2018, Monsieur ... introduisit auprès du ministère une demande en obtention d'un report à l'éloignement au sens des articles 125 bis et 129 de la loi modifiée du 29 août 2008 relative à la libre circulation des personnes et l'immigration, ci-après désignée par « la loi du 29 août 2008 ».

Par décision du 4 décembre 2018, dont il fut avisé le lendemain par courrier recommandé, le ministre refusa de faire droit à cette demande sur base des motifs et considérations suivants :

« J'ai l'honneur de me référer à votre courrier du 23 novembre 2018 par lequel vous sollicitez pour le compte de votre mandant une demande en obtention d'un report à l'éloignement conformément à l'article 125 bis et 129 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et de l'immigration.

Par la même occasion, vous exposez la situation de votre mandant ainsi que la situation politique dans son pays d'origine.

En réponse permettez-moi de vous informer que je ne suis malheureusement pas en mesure de donner une suite favorable à votre demande étant donné que Monsieur ... ne remplit pas les conditions à l'article 125 bis et à l'article 129 de la loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration. En revanche, j'invite votre mandant à prendre contact avec Mme [...] de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) qui l'assistera lors de ses démarches auprès de son ambassade en vue d'un retour volontaire. [...] ».

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 27 décembre 2018, inscrite sous le numéro 42163 du rôle, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à l'annulation de la décision ministérielle, précitée, du 4 décembre 2018 portant rejet de sa demande en obtention d'un report à l'éloignement.

Etant donné qu'en la présente matière aucun recours au fond n'est prévu ni par la loi du 29 août 2008, ni par une autre disposition légale, le demandeur a valablement pu introduire un recours en annulation contre la décision ministérielle déférée refusant de faire droit à sa demande en obtention d'un report à l'éloignement, recours qui, par ailleurs, est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours et en fait, le demandeur explique qu'il est de nationalité turque et d'origine ethnique kurde, mais qu'en raison de sa situation particulière et de la situation d'insécurité générale régnant dans son pays d'origine, un retour en Turquie l'exposerait au risque de subir des traitements inhumains et dégradants au sens de l'article 3 de la Convention de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, ci-après désignée par « la CEDH », raison pour laquelle il aurait sollicité le 26 novembre 2018 un report à l'éloignement sur base de l'article 125 bis de la loi du 29 août 2008.

En droit, il invoque de prime abord une violation de l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'Etat et de communes, ci-après désigné par « le règlement grand-ducal du 8 juin 1979 », pour absence de toute motivation contenue dans la décision déférée laquelle se baserait, selon lui, uniquement sur la loi du 29 août 2008 pour rejeter sa demande sans préciser concrètement, dans le cas de l'espèce, les raisons de fait permettant de justifier le refus du ministre.

Il se prévaut, ensuite, d'une violation de l'article 125 bis de la loi du 29 août 2008 en avançant qu'en cas de retour en Turquie, il risquerait d'être condamné à une peine d'emprisonnement lourde et disproportionnée qui serait, selon lui, appliquée d'office à son encontre, dans la mesure où il y serait, sans aucun doute, considéré, par les autorités en place et suivant la loi en vigueur, comme déserteur, respectivement comme ennemi et objecteur de conscience pour ne pas avoir accompli, pour des raisons de conscience, son service militaire, de sorte à lui causer « *un grief défendable tiré d'une autre disposition de la Convention* » et à le soumettre à un « *risque de mauvais traitements contraire à l'article 3, 5 et 9 de ladite Convention* ».

Il met en exergue que les autorités turques n'hésiteraient pas à qualifier son départ de son pays d'origine comme illégal, ce à quoi s'ajouterait son appartenance en Turquie à la communauté kurde, situation l'exposant, selon lui, forcément à un danger réel d'être emprisonné en cas de renvoi dans son pays d'origine, sans qu'il n'ait le droit de bénéficier d'un procès équitable.

Il fait, dans ce contexte, valoir que le droit militaire turc et plus précisément l'article 63 de la « *loi sur les conscrits absents, les conscrits réfractaires, les personnes non enregistrées pour le service militaire et les déserteurs* » prévoirait, en temps de paix, des peines d'emprisonnement allant de 4 à 36 mois pour ceux qui se feraient arrêter.

Or, dans la mesure où les autorités douanières seraient au courant de sa fuite de son pays d'origine et de son refus de se soumettre au service militaire pour des raisons de conscience, il risquerait une condamnation à une peine d'emprisonnement, assortie d'une obligation d'effectuer son service militaire.

Pour soutenir ses affirmations, il se réfère à un rapport de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), intitulé « *Turquie : désertion et opérations de sécurité dans le Sud-Est (d'août 2015 à mai 2016)* », du 22 mars 2018 duquel il résulterait que les infractions militaires, tel le fait de se soustraire au service militaire, seraient enregistrées dans le *General Information Gathering System* (Genel Bilgi Toplanma Sistemi ou GBTS) auquel les forces de police et le corps des gardes-frontière auraient accès, avec comme conséquence qu'un individu figurant sur « *la liste des gens à arrêter* » risquerait fortement d'être intercepté directement à l'aéroport et incarcéré par la suite. Ce rapport renseignerait également que de lourdes peines de prison sont prévues en cas de désertion et de fuite à l'étranger, les militaires déserteurs pouvant aussi être accusés et sanctionnés pour refus d'ordre ou désobéissance et risquer des peines d'emprisonnement allant jusqu'à 5 ans. Il se dégagerait, par ailleurs, du même rapport que les déserteurs et des objecteurs de conscience emprisonnés seraient exposés à diverses formes de harcèlements, de torture et de sévices, tandis que les auteurs des actes de torture demeureraient impunis.

Le demandeur se réfère ensuite, pour autant que nécessaire, à deux jugements du tribunal administratif, inscrits sous les numéros 34226 et 34256 du rôle, ayant retenu le risque pour un objecteur de conscience de subir des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH en cas de retour en Turquie, en insistant sur le fait qu'il risquerait d'être arrêté en raison de ses origines ethniques et de l'implication de sa famille dans la défense des droits des kurdes, d'une part, ainsi qu'au vu de sa désertion motivée par son objection de conscience, d'autre part, tout en maintenant ne pas avoir accès à un procès équitable. Il ajoute être d'avis qu'il serait assimilé aux membres du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en raison de son

appartenance à une famille dont le soutien irait aux kurdes, respectivement aux organisations tel que le PKK, alors que son oncle aurait voulu l'envoyer combattre auprès de ces derniers contre l'armée turque.

Il se base, ensuite, sur un extrait du rapport de l'OSAR, intitulé « *Schnellrecherche der SFH-Länderanalyse vom 17. Februar 2017 zur Türkei : Einreisekontrollen für Rückkehrende, Gefährdung aufgrund politisch motivierter schwerer Straftat im Exil, Besuch durch Sicherheitskräfte in Nusaybin im Jahr 2015* », du 17 février 2017, pour finalement conclure qu'en le renvoyant dans un pays où il risquerait des traitements inhumains et dégradants sans disposer d'une quelconque protection de la part des autorités locales, le ministre aurait violé les articles 125 bis et 129 de la loi du 29 août 2008, 3, 7, 6, 9 et 13 de la CEDH et 1^{er} et 3 de la Convention des Nations unies contre la torture et les autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, ci-après désignée par « la Convention des Nations unies ».

Dans son mémoire en réplique, après avoir réitéré les raisons de son départ de la Turquie, - à savoir son appartenance à la minorité ethnique kurde, l'exercice de ses activités politiques et sa participation à différentes manifestations pour défendre les droits des kurdes, ainsi que son appartenance à une famille qui serait dans le collimateur des autorités turques et dont les membres militeraient toujours pour les droits des kurdes -, et évoqué le fait qu'il serait fiché auprès des autorités turques comme sympathisant, voire militant ou appartenant à la communauté kurde, ainsi que comme déserteur du service militaire turc, le demandeur invoque une violation du principe de confidentialité des informations relatives aux demandeurs de protection internationale qui, dans son cas précis, l'exposerait à des traitements dégradants et inhumains en cas de renvoi dans son pays d'origine.

En effet, selon lui, divers courriers auraient été échangés avec la partie étatique relatifs à la violation du principe de confidentialité, dans la mesure où l'ambassade de la Turquie au Luxembourg aurait pris contact avec son mandataire en lui demandant des informations sur lui. Or, la confidentialité d'une demande de protection internationale serait garantie tant par l'article 14 paragraphe (2) de la loi du 18 décembre 2015, précitée, imposant que l'entretien réalisé dans le cadre d'une demande de protection internationale ait lieu dans des conditions garantissant dûment la confidentialité, que par l'article 25, paragraphe (1) de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat prévoyant le secret professionnel et le devoir de confidentialité concernant les informations dont le personnel encadrant les demandeurs de protection internationale a connaissance du fait de son travail. Ces mêmes principes auraient été retenus à travers des instruments européens, à savoir par l'European Asylum Support Office (EASO) et Frontex dans le « *Guide pratique : accès à la procédure d'asile* », ainsi que dans un rapport de Madame Caroline Lantero¹ dont le demandeur cite des extraits.

Il souligne que la notion de confidentialité aurait encore été précisément mise en avant dans des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale à travers l'article 48 de la directive 2013/32/UE du Parlement Européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale.

A cet égard, le litismandataire du demandeur déclare vouloir confirmer sur l'honneur qu'il a bien été contacté à deux reprises par un agent de l'ambassade de la Turquie à propos

¹ « *Le secret dans le procès administratif* », in: Etat du droit, état des droits - Mélanges en l'honneur du Pr D. Turpin, C. Marliac (dir.), Editions du Centre Michel de l'Hospital, La Collection des Mélanges - LGDJ Lextenso, 2017, N° 1, pp. 599-615.

de son mandant qui lui aurait clairement indiqué avoir appris à travers la direction de l'Immigration qu'il était le mandataire de Monsieur

Ce même agent de l'ambassade de Turquie l'aurait également informé que les services du ministère souhaiteraient obtenir un laissez-passer en vue de l'éloignement de son mandant vers la Turquie, en lui indiquant clairement que l'ambassade avait été informée par le ministère du fait que l'intéressé avait été débouté de sa demande de protection internationale au Luxembourg.

Or, en agissant de la sorte, les autorités ministérielles auraient violé non seulement le principe de la confidentialité quant à l'introduction d'une demande de protection internationale, mais également le respect de la confidentialité des données au sens de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données et du régime général sur la protection des données.

Le demandeur estime dans ce contexte qu'il serait dès lors d'autant plus évident qu'en cas de retour en Turquie, il subirait des traitements dégradants et inhumains au sens de l'article 3 de la CEDH, alors que les autorités turques auraient été informées de l'introduction d'une demande d'asile par l'un de leurs ressortissants kurdes recherché pour cause de désertion avec un mandat d'arrêt émis à son encontre.

Il fait, ensuite, valoir qu'au vu des dispositions des articles 125 bis et 129 de la loi du 29 août 2008, et contrairement à l'interprétation en donnée par la partie étatique, le facteur matériel à la base de l'impossibilité de quitter le territoire devrait être lié, non pas au séjour au Grand-Duché de Luxembourg, mais à l'éloignement ou à l'expulsion de l'intéressé vers son pays d'origine, et ce au regard des traitements dégradants ou inhumains que l'intéressé est ou non susceptible de subir en cas de renvoi dans son pays d'origine.

Or, eu égard aux « *événements récents* » dans son pays d'origine depuis le coup d'état du 15 juillet 2016, et au vu de son statut d'objecteur de conscience, il appartiendrait à la partie étatique de prouver qu'il n'y a absolument rien à craindre et qu'il ne subira pas de traitements dégradants et inhumains contraires aux articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union Européenne, ci-après désignée par « la Charte », en cas de renvoi dans son pays d'origine.

Il donne à considérer que si la Cour administrative a dans son arrêt du 6 novembre 2018 retenu qu'il n'aurait pas apporté à l'occasion de ses auditions dans le contexte de sa demande de protection internationale en 2015, d'éléments essentiels et déterminants permettant de retenir dans son chef la qualité d'objecteur de conscience, il ne résulterait en aucun cas dudit arrêt qu'il ne risquerait pas d'être arrêté et soumis à des traitements inhumains et dégradants au sens des articles 3 de CEDH et 4 de la Charte, respectivement au sens des articles 125 bis et 129 de la loi du 29 août 2008 en cas de retour dans son pays d'origine.

Il insiste, à cet égard, sur le fait que ce risque de subir des traitements dégradants et inhumains aurait été largement aggravé en raison de la divulgation, en violation du principe de la confidentialité, de son statut de demandeur de protection internationale débouté par l'autorité luxembourgeoise compétente à l'ambassade de Turquie, ce à quoi s'ajouterait le fait que le coup d'état du 15 juillet 2016 survenu en Turquie qui aurait entraîné un changement de législation en prévoyant que les sanctions encourues pour un refus d'effectuer le service militaire seraient des motifs aggravés augmentant la peine d'emprisonnement de 36 mois à

10 ans.

Le demandeur insiste sur le caractère obligatoire du service militaire en Turquie, en expliquant qu'il existerait plusieurs niveaux de réfractaires, à savoir, d'une part, ceux qui sont réfractaires avant un quelconque enregistrement, soit ceux qui sont appelés l'année de leur 20^{ème} anniversaire, mais qui ne se présentent pas au bureau d'enregistrement et, d'autre part, les réfractaires appelés dans l'année de leur 20^{ème} anniversaire et qui se présentent dans l'année de leur 21^{ème} anniversaire au bureau d'enregistrement en remplissant le formulaire d'inscription, mais qui ne se présentent pas à la date de leur convocation, alors même qu'ils ont été enregistrés. A l'issue d'une procédure administrative, les noms de ces réfractaires seraient déclarés en tant que déserteurs aux autorités responsables de la sécurité qui seraient alors autorisées à rechercher ces personnes. Par ailleurs, il existerait actuellement en Turquie un système de recherche d'informations particulièrement sophistiqué permettant de vérifier l'état du service militaire de chaque citoyen turc et donc son arrestation s'il s'avère que la personne concernée est en fuite.

Pour soutenir ses affirmations, le demandeur s'appuie sur un rapport du *Home office country policy and information*, intitulé « *Note « Turkey : Military service »* » de septembre 2018, ainsi que sur un article de Kedistan, intitulé « *Turquie • Etre objecteur de conscience sous l'état d'urgence* », du 6 octobre 2017.

Il met en avant qu'il ne pourrait dès lors retourner dans son pays d'origine au vu des sanctions disproportionnées qui l'y attendraient en raison de son refus d'effectuer le service militaire obligatoire pour tous les hommes. Il craint, qu'en Turquie, les accusations portées contre lui ne s'arrêteront pas au refus d'effectuer le service militaire, mais que des accusations comme le dénigrement de l'armée turque ou des insultes à l'Etat ou au président Erdogan s'y rajouteraient, sans qu'il ne puisse espérer bénéficier d'une quelconque défense, le demandeur insistant sur le fait qu'il risquerait non seulement de subir une « *mort civile* », mais que depuis le coup d'état, face au renforcement de la législation en vigueur, les notifications d'amendes adressées à tous les déserteurs mettraient, par ailleurs, ceux-ci dans une situation financière difficile. De plus, après l'état d'urgence, les contrôles GBTS se seraient intensifiés et auraient pris un caractère arbitraire et très dangereux, de sorte que « *voyager, être hébergé dans un endroit, voire de construire une vie avec une possibilité économique* » serait devenu impossible, tous les moyens ayant été déployés pour rendre la vie des « *objecteurs et déserteurs* » invivable.

Il se fonde encore sur un rapport d'Amnesty International de 2014/2015 sur la situation en Turquie pour soutenir que les poursuites et condamnations à l'encontre des objecteurs de conscience seraient non seulement disproportionnées, mais encore accompagnées d'un traitement dégradant, humiliant et inhumain, les mettant dans une situation d'humiliation et d'avilissement dépassant le simple élément habituel d'humiliation inhérent à une condamnation pénale ou à une détention.

En se basant, ensuite, sur différents articles de presse², le demandeur met en exergue

²http://www.liberation.fr/planete/2015/12/17/trois-villes-kurdes-de-turquie-devenues-zones-de-guerre_1421451.
<http://www.parismatch.com/Actu/International/Au-bord-de-la-guerre-civile-889253>.
<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20160118.OBS2958/poursuivis-pour-une-petition-vaste-chasse-aux-sorcières-en-turquie.html>.

qu'eu égard à la situation politique actuelle, ainsi qu'à la situation sécuritaire générale en Turquie, il pourrait être retenu qu'au moment de sa demande, ainsi qu'au moment de la prise de la décision ministérielle litigieuse, il existait déjà, et qu'il existerait toujours, un conflit armé interne en Turquie, la moitié de la population étant, en effet, selon lui, confrontée directement à la guerre opposant le PKK à l'armée turque.

Il réitère que comme il serait considéré comme « déserteur » par l'armée turque, pour être parti pendant une période où il aurait dû recevoir la convocation pour se faire inscrire en vue d'effectuer son service militaire, il craindrait avec raison de subir des persécutions de la part des autorités turques, respectivement des représailles en cas de retour en Turquie, ce d'autant plus alors qu'il serait, selon lui, déjà fiché dans les registres des autorités turques, respectivement, du fait de son appartenance à une famille des militants kurdes. Il s'ensuivrait qu'il existerait des indices suffisamment graves pour admettre et augmenter dans son chef la probabilité de subir des persécutions et des traitements dégradants.

Le demandeur sollicite, enfin, la délivrance dans son chef d'une autorisation de séjour pour des motifs humanitaires d'une exceptionnelle gravité au sens de l'article 78, paragraphe (3) de la loi du 29 août 2008, précitée.

Le délégué du gouvernement, de son côté, estime que le ministre aurait fait une saine appréciation de la situation du demandeur, de sorte que ce serait à bon droit qu'il a refusé de lui accorder un report à l'éloignement.

A titre liminaire, le tribunal relève que s'agissant de la demande de Monsieur ... de se voir accorder une autorisation de séjour pour des motifs humanitaires d'une exceptionnelle gravité au sens de l'article 78, paragraphe (3) de la loi du 29 août 2008 telle que formulée à travers son mémoire en réplique, le rôle du juge administratif, en présence d'un recours en annulation, se limite à la vérification de la légalité et de la régularité formelle de l'acte administratif attaqué, mais il ne lui appartient pas de se placer tout simplement en lieu et place de l'administration et de prendre une nouvelle décision sur base d'une nouvelle demande non soumise au ministre.

Dans la mesure où le tribunal est en l'espèce saisi de la seule décision du ministre refusant de faire droit à la demande de Monsieur ... d'obtenir un report à l'éloignement, la demande en autorisation de séjour telle que formulée par le demandeur en cours de procédure contentieuse dépasse non seulement l'objet du recours, mais est encore à qualifier de demande nouvelle n'ayant pas été présentée au ministre en bonne et due forme.

La demande afférente du demandeur fondée sur l'article 78, paragraphe (3) de la loi du 29 août 2008 est dès lors irrecevable.

En ce qui concerne, ensuite, la légalité externe de la décision déferée, le tribunal relève que suivant l'article 6 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 précité, toute décision administrative doit reposer sur des motifs légaux et les catégories de décisions y énumérées, notamment celles refusant de faire droit à une demande de l'administré, doivent formellement indiquer les motifs par l'énoncé au moins sommaire de la cause juridique qui leur sert de fondement et des circonstances de fait à leur base. Dans la mesure où la décision déferée refuse

<http://tempsreel.nouvelobs.com/monde/20160121.0BS3173/un-etat-fascisant-s-installe-de-plus-en-plus-surement-en-turquie.html>.

de faire droit à la demande en obtention d'un report à l'éloignement de l'intéressé, elle tombe dans le champ d'application de l'article 6 précité du règlement grand-ducal du 8 juin 1979.

Or, en l'espèce, force est de constater que si la décision querellée se limite certes à faire mention des articles 125 bis et 129 de la loi du 29 août 2008 pour indiquer la cause juridique gisant à sa base, il n'en reste pas moins que le délégué du gouvernement a, à travers ses mémoires en réponse et en duplique, fourni une motivation circonstanciée quant aux raisons ayant amené le ministre à refuser à Monsieur ... sa demande en obtention d'un report à l'éloignement, à savoir, d'une part, le fait qu'il se dégagerait de l'article 125 bis de la loi du 29 août 2008 que le facteur matériel à la base de l'impossibilité de quitter le territoire pour des raisons indépendantes de la volonté de la personne concernée devrait être lié au séjour au Luxembourg et non pas à un éloignement vers un autre pays, et, d'autre part, que le cas de figure défini à l'article 129 de la loi du 29 août 2008 tiré de l'impossibilité de regagner son pays d'origine en raison de traitements contraires à l'article 3 de la CEDH aurait déjà été toisé dans le cadre de la décision ministérielle du 25 juillet 2017 refusant de faire droit à la demande de protection internationale du demandeur, confirmée définitivement par la Cour administrative dans son arrêt, précité, du 6 novembre 2008, de sorte que le tribunal est en l'espèce en mesure de vérifier la légalité de l'acte attaqué.

Par conséquent, dans la mesure où la décision se trouve suffisamment motivée et que le demandeur a, par ailleurs, pu prendre position y relativement à travers son mémoire en réplique, le moyen tiré d'un défaut de motivation est rejeté, étant, à cet égard, relevé que l'indication des motifs de refus n'est pas à confondre avec la question de l'existence des motifs et de leur bien-fondé, examen qui sera fait ci-après.

Ensuite, s'agissant de la légalité interne de la décision attaquée, le tribunal relève qu'aux termes de l'article 125bis de la loi du 29 août 2008 : « (1) *Si l'étranger justifie être dans l'impossibilité de quitter le territoire pour des raisons indépendantes de sa volonté ou s'il ne peut ni regagner son pays d'origine, ni se rendre dans aucun autre pays conformément à l'article 129, le ministre peut reporter l'éloignement de l'étranger pour une durée déterminée selon les circonstances propres à chaque cas et jusqu'à ce qu'existe une perspective raisonnable d'exécution de son obligation. L'étranger peut se maintenir provisoirement sur le territoire, sans y être autorisé à séjourner. (...)* ».

Il s'ensuit que le ministre peut reporter l'éloignement de l'étranger pour une durée déterminée selon les circonstances si l'étranger justifie être dans l'impossibilité de quitter le territoire pour des raisons indépendantes de sa volonté ou encore s'il ne peut ni regagner son pays d'origine ni se rendre dans un autre pays conformément à l'article 129 de la loi du 29 août 2008, disposition qui quant à elle dispose comme suit :

« L'étranger ne peut être éloigné ou expulsé à destination d'un pays s'il établit que sa vie ou sa liberté y sont gravement menacées ou s'il y est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950 ou à des traitements au sens des articles 1er et 3 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants ».

Il s'ensuit que l'article 129 précité s'oppose à ce qu'un étranger soit éloigné ou expulsé à destination d'un pays s'il est établi que sa vie ou sa liberté y sont gravement menacées ou s'il y est exposé à des traitements contraires notamment à l'article 3 de la CEDH.

Partant, une lecture combinée des articles 125bis et 129 de la loi du 29 août 2008 amène le tribunal à retenir qu'au cas où l'étranger réussit à établir qu'il risque sa vie ou sa liberté dans le pays à destination duquel il sera éloigné ou qu'il y sera exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la CEDH, le ministre est dans l'obligation de reporter l'éloignement, nonobstant le libellé de l'article 125bis qui exprime par l'utilisation du mot « *peut* » l'existence d'une simple faculté dans le chef du ministre³.

Quant au premier cas de figure défini par l'article 125bis de la loi du 29 août 2008 relatif à l'impossibilité de quitter le territoire pour des raisons indépendantes de la volonté de la personne concernée, il se dégage clairement de cette disposition que le facteur matériel à la base de pareille impossibilité doit être lié au séjour au Luxembourg et non pas à un éloignement vers un autre pays, ce dernier aspect étant couvert par l'article 129 de la loi du 29 août 2008⁴. Il échet encore de préciser que la preuve de cette impossibilité obéit aux règles de preuve de droit commun, ce qui implique que pour pouvoir faire bénéficier l'étranger d'un report à l'éloignement, le ministre doit vérifier l'existence de pareilles circonstances indépendantes de la volonté du demandeur. L'application du droit commun entraîne encore qu'en cas de contestation de l'existence de ces circonstances, il appartient à celui qui en revendique l'existence, en l'occurrence au demandeur, d'en établir l'existence et il appartient en définitive au juge de décider si, eu égard aux éléments produits devant lui, de telles circonstances existent⁵.

Or, en l'espèce, le demandeur ne fait point état d'un élément factuel rendant impossible son départ du Luxembourg, de manière qu'il ne peut pas invoquer ce cas de figure à son profit.

En ce qui concerne, ensuite, la crainte du demandeur d'être exposé à un risque pour sa vie et/ou sa liberté, ainsi qu'à des traitements contraires aux articles 3 de la CEDH et 4 de la Charte en cas de retour en Turquie, il y a lieu de rappeler qu'il a déposé le 2 juillet 2015 une demande de protection internationale au Luxembourg, qu'il a été débouté de celle-ci par décision ministérielle de refus du 25 juillet 2017, confirmée définitivement par la Cour administrative à travers son arrêt, précité, du 6 novembre 2018.

Pour ce qui est des motifs invoqués à la base de ladite demande de protection internationale, il ressort de la décision ministérielle, précitée, du 25 juillet 2017, ainsi que de l'arrêt de la Cour administrative du 6 novembre 2018 que Monsieur ... avait quitté la Turquie « *alors que [son] père et [ses] oncles [l'] auraient contraint à combattre l'armée turque « dans les montagnes » pour le compte du PKK, et ceci « afin de défendre les intérêts » des Kurdes », ainsi que « par crainte de devoir effectuer le service militaire », le ministre ayant encore retenu, à cet égard, que Monsieur ... n'avait « pas encore reçu de convocation à cet égard lors de [son] départ de la Turquie, mais [qu'il estimerait l'avoir] entretemps reçue. ».*

Force est dès lors de constater que les raisons invoquées par le demandeur à l'appui de sa demande en obtention d'un report à l'éloignement, à savoir le fait qu'il risquerait des traitements inhumains et dégradants en cas de retour dans son pays d'origine au vu de sa qualité de déserteur et d'objecteur de conscience combiné au fait qu'il serait d'origine ethnique kurde et à la situation générale des kurdes en Turquie, ainsi qu'au fait que des membres de sa famille

³ Trib. adm. 14 novembre 2012, n°29750, Pas. adm. 2019, V° Etrangers, n°746 et les autres références y citées.

⁴ Cour adm. 7 mars 2018, n° 40864C du rôle, disponible sous www.jurad.etat.lu.

⁵ Trib. adm. 20 février 2013, n°29861, Pas. adm. 2019, V° Etrangers, n°745 et les autres références y citées.

combattraient pour le compte du PKK, sont exactement les mêmes que ceux invoqués par-devant le ministre lors du dépôt de sa demande de protection internationale.

Or, dans l'arrêt précité du 6 novembre 2018 ayant définitivement débouté le demandeur de sa demande de protection internationale, la Cour administrative a retenu que ni l'appartenance de Monsieur ... à l'ethnie kurde combinée au fait que son père serait un sympathisant du PKK, ni la situation générale des Kurdes en Turquie, ni d'ailleurs son refus d'effectuer son service militaire, - étant à cet égard relevé que la qualité d'objecteur de conscience n'a pas été retenue dans son chef -, n'avaient permis de retenir dans son chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève ou de conclure qu'il existerait des motifs sérieux et avérés de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, il courrait un risque réel de subir, en raison de ces mêmes faits, des atteintes graves telles que visées aux points a), b) et c) de l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015. La Cour administrative a de même été amenée confirmer les premiers juges en ce qu'ils avaient retenu, par rapport à l'ordre de quitter le territoire prononcé contre le demandeur, qu'il n'existerait pas, en l'espèce, un risque suffisamment réel pour que son renvoi dans son pays d'origine soit, dans les circonstances telles qu'analysées, incompatible avec les articles 3 de la CEDH et 129 de la loi du 29 août 2008.

Or, dans la mesure où le demandeur a sollicité un report à l'éloignement seulement trois semaines après le prononcé de l'arrêt en question, à savoir le 23 novembre 2018, et qu'il a basé sa demande sur un récit identique à celui ayant été analysé par la Cour administrative et ayant amené celle-ci à rejeter sa demande de protection internationale définitivement sans invoquer aucun changement au niveau de sa situation particulière, voire de la situation générale en Turquie qui se serait produit entre le 6 novembre et le 23 novembre 2018, le ministre ne pouvait se départir, en l'espèce, des enseignements retenus par la Cour administrative à travers son arrêt du 6 novembre 2018.

Partant, étant donné que le demandeur ne saurait s'appuyer sur les mêmes faits que ceux invoqués dans le cadre de son recours contentieux en relation avec sa demande de protection internationale et rejetés par la Cour administrative par rapport à la même disposition légale que celle invoquée en l'espèce, à savoir l'article 129 de la loi du 29 août 2008 combiné à l'article 3 de la CEDH, et à défaut d'élément pertinent nouveau soumis au ministre au moment de la prise de la décision litigieuse qui n'aurait pas été examiné par la Cour administrative dans son arrêt du 6 novembre 2008, c'est à bon droit que le ministre a refusé d'accorder le report à l'éloignement à Monsieur

En ce qui concerne, ensuite, le moyen du demandeur ayant trait à une violation par le ministre du principe de confidentialité et des craintes que le demandeur en déduit en cas de retour en Turquie, le tribunal relève que la légalité d'une décision administrative s'apprécie, dans le cadre d'un recours en annulation, en considération de la situation de droit et de fait au jour où elle a été prise. Le juge de l'annulation, lorsqu'il contrôle les décisions de l'administration, doit se placer au moment de la prise de la décision litigieuse et il ne peut tenir compte des circonstances de droit ou de fait postérieures à l'acte attaqué, puisque dans le contentieux de l'annulation, il ne peut pas substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative. La légalité d'un acte administratif se trouve donc en principe cristallisée au moment où cet acte est pris et le juge se place exactement dans les mêmes conditions où se trouvait l'administration: c'est la logique du procès fait à un acte⁶.

⁶ Trib. adm. 16 juin 2016, n° 36542 du rôle, Pas. adm. 2019, V° Recours en annulation, n° 17.

Or, le reproche fait par le demandeur aux services du ministre d'avoir violé le principe de confidentialité auquel ils sont tenus dans le cadre de l'instruction d'une demande de protection internationale en ce qu'ils auraient divulgué aux autorités turques le fait-même du dépôt par lui d'une demande de protection internationale au Luxembourg, ainsi que les raisons à la base de cette demande, a trait à des faits postérieurs à la prise de la décision litigieuse par le ministre, de sorte à ne pas pouvoir affecter la légalité de celle-ci.

En effet, il résulte du dossier administratif qu'en date du 14 décembre 2018, soit postérieurement à la prise de la décision litigieuse, la direction de l'Immigration s'est adressée à l'ambassade de Turquie en vue de la délivrance d'un laissez-passer dans le chef de Monsieur ... au motif que le gouvernement luxembourgeois devrait procéder à l'éloignement de celui-ci. Ensuite, en réponse à une demande de renseignements du 17 décembre 2018 sur la situation de l'intéressé, la direction de l'Immigration a informé l'ambassade de Turquie à travers un courrier électronique du 18 décembre 2018 de ce qui suit : *« Monsieur est en situation irrégulière au Luxembourg, pour cela une décision d'éloignement a été prise. Nous ne savons pas si Monsieur ... est en possession d'un passeport, pour cela nous avons pris contact avec vous afin de pouvoir organiser un document de voyage pour le retour concerné.*

Actuellement, nous sommes dans le processus d'organiser le départ de Monsieur Afin de simplifier ce-dit départ, nous allons soumettre Monsieur sous une mesure de placement au Centre de Rétention. Quand ceci sera accompli, nous allons certainement revenir vers vous afin d'organiser une entrevue. (...) ». Il résulte, ensuite, d'une note au dossier du 10 janvier 2019 que lors d'un appel téléphonique avec une assistante de l'ambassadeur de l'ambassade de Turquie celle-ci *« voulait avoir plus d'information sur la situation de Mr ... et les raisons de son irrégularité au Luxembourg. Son intérêt principal semblait être si Monsieur ... se trouve au Centre pénitentiaire. En réponse, j'ai communiqué à (...) que je ne suis pas en mesure de lui fournir plus d'information sauf que Monsieur [...] fait l'objet d'une décision de retour. »*. Il se dégage encore de cette même note que la demande de copie de la décision de justice concernant Monsieur ... formulée par cette même assistante par courriel du 10 janvier 2019 a été refusée et qu'elle a été invitée à se référer, à cet égard, à l'avocat de Monsieur ..., à savoir Maître Fatholahzadeh. Il résulte, enfin, d'une lettre du 29 avril 2019 en réponse à un courrier du 11 mars 2019 du litismandataire du demandeur, communiquée au tribunal à l'appui du mémoire en duplique de la partie étatique, qu'aucune information concernant la demande de protection internationale de Monsieur ... n'a été continuée à l'ambassade de la Turquie par les services du ministère.

Par conséquent, dans la mesure où il n'est pas contesté que l'ensemble des échanges entre les autorités luxembourgeoises et les autorités turques sur la situation de Monsieur ... ont eu lieu après la prise de la décision déferée et notamment à partir du courrier, précité, du 14 décembre 2018 et au regard des principes retenus ci-avant, le tribunal ne saurait faire porter son analyse quant à la légalité de l'acte déferé à des éléments ayant eu lieu à une date postérieure au jour où ledit acte été pris, de sorte qu'indépendamment de la question de savoir s'il y a, en l'espèce, eu ou non violation du principe de confidentialité par l'autorité ministérielle, le moyen y relatif est rejeté pour ne pas être fondé.

Le moyen afférent est partant rejeté.

Il s'ensuit, au vu de l'ensemble de considérations qui précèdent, que le recours sous analyse est à rejeter pour être non fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours en annulation dirigé à l'encontre de la décision ministérielle du 4 décembre 2018 portant refus d'accorder au demandeur un report à l'éloignement ;

au fond, le déclare non justifié et, partant, en déboute ;

déclare irrecevable la demande en obtention d'une autorisation de séjour pour des motifs humanitaires d'une exceptionnelle gravité telle que formulée par le demandeur à travers son mémoire en réplique ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 6 mai 2020 par :

Annick Braun, vice-président,
Alexandra Castegnaro, premier juge,
Alexandra Bochet, juge,

en présence du greffier Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Annick Braun

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 6 mai 2020
Le greffier du tribunal administratif